



Mission régionale d'autorité environnementale

Provence Alpes Côte d'Azur

Décision n° CE-2017-93-13-22
de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
après examen au cas par cas sur le
zonage d'assainissement des eaux usées
des Baux-de-Provence (13)

n° saisine CE-2017-93-13-22

n° MRAe 2017DKPACA51

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe),

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 à R.122-24 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro CE-2017-93-13-22, relative au zonage d'assainissement des eaux usées des Baux de Provence (13) déposée par la Communauté de Communes Vallée des Baux - Alpilles, reçue le 23/05/17 ;

Vu la saisine de l'Agence régionale de santé en date du 23/05/17 ;

Vu la décision de délégation du 10 mars 2017 de la MRAe ;

Considérant que le zonage d'assainissement des eaux usées est élaboré en cohérence avec le plan local d'urbanisme ;

Considérant que toutes les zones urbaines et à urbaniser ainsi qu'une grande partie des zones naturelles accueillant de l'habitat diffus sont classées en assainissement collectif ;

Considérant que le zonage prévoit le raccordement à l'assainissement collectif du parking, en zone naturelle Ns, pouvant accueillir jusqu'à 3 000 personnes en périodes de pointe, ainsi que celui du hameau agricole situé en zone naturelle Npnr ;

Considérant que, dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur d'assainissement des eaux usées, deux scénarios sont envisagés pour augmenter la capacité de la station d'épuration (STEP) qui arrive à saturation en période estivale :

- le renouvellement de la STEP des Baux-Paradou pour qu'elle ait la capacité suffisante pour traiter des effluents supplémentaires des deux communes,
- la réalisation d'une STEP commune Baux-Paradou-Maussanne les Alpilles avec une capacité suffisante pour traiter les effluents des trois communes ;

Considérant par conséquent qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, la mise en œuvre du zonage sur la santé humaine et l'environnement n'apparaît pas potentiellement susceptible d'avoir des incidences dommageables significatives sur la santé humaine et l'environnement ;

DÉCIDE :

Article 1 – Éligibilité à l'évaluation environnementale

Le projet de zonage d'assainissement des eaux usées situé sur le territoire des Baux de Provence (13) n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2 – Mise à disposition du public et mesures de publicité

La présente décision a vocation à être mise en ligne par le conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) et par la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL).

Par ailleurs, la présente décision est notifiée au pétitionnaire par la MRAe.

Elle devra en outre, le cas échéant, figurer dans le dossier soumis à enquête publique ou mis à la disposition du public.

Fait à Marseille , le 3 juillet 2017,

Pour la Mission Régionale d'Autorité
environnementale et par délégation,
Le Président de la Mission,



Jean-Pierre Viguié

Voies et délais de recours

Les recours sont formés dans les conditions du droit commun.

Le recours administratif doit être formé dans un délai de deux mois suivant la notification ou la mise en ligne de la présente décision.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de l'Autorité environnementale régionale de la région PACA

MIGT Marseille

DREAL PACA

16 rue Zatarra

CS 70 248

13 331 Marseille Cedex 3